

COLLECTION
DÉBATS ET DOCUMENTS
MAI 2024

35

COMMENT PARLER D'EUROPE ?

LES MOTS, LES MYTHES, LES FAITS

RICHARD WERLY



FONDATION
JEAN MONNET
POUR L'EUROPE

COMMENT PARLER D'EUROPE?

LES MOTS, LES MYTHES, LES FAITS

RICHARD WERLY





Richard Werly (58) est le correspondant France-Europe du média suisse Blick après avoir été correspondant permanent à Bruxelles pour Le Temps entre 2006 et 2013. Membre du Conseil de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, il est l'auteur, avec André Gattolin, de *Europe, rallumer les étoiles* (Ed. Nevicata, 2019). Il vient de publier avec François d'Alañon, en mars 2024, *Le bal des illusions. Ce que la France croit, ce que le monde voit* (Ed. Grasset).

Chevalier des Arts et des Lettres, Richard Werly a reçu en 2006 le Prix Nicolas Bouvier du Club Suisse de la Presse et, en 2020, le prestigieux Prix Jean Dumur. Il est chroniqueur régulier des chaînes de télévision LCI, LCP, Public Sénat, France 24 et TV5 Monde.

Référence bibliographique

Werly, Richard. *Comment parler d'Europe? Les mots, les mythes, les faits*. Lausanne, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Collection débats et documents, numéro 35, mai 2024.

Les points de vue et opinions exprimés dans le présent texte sont ceux de l'auteur et n'engagent pas la Fondation en tant qu'institution.

© 2024 – Fondation Jean Monnet pour l'Europe, Lausanne

Tous droits réservés pour tous pays

Table des matières

Introduction : des Européens « sans qualités »	7
Retrouver le sens du projet.....	9
Première obligation : questionner l’horizon.....	11
Comment, pourquoi, à quel prix?.....	11
Penser et agir.....	11
Le concept d’UERSS fait florès	14
Conditions culturelles et anthropologiques.....	15
Deuxième obligation : ne pas se tromper d’Union.....	18
En finir avec l’Europe de l’inventaire	18
Bâtir l’argumentaire.....	20
Troisième obligation : dissiper le brouillard.....	23
Gare à la fausse promesse du « Nous, européens ».....	23
Est-ce vraiment « nous » ?.....	25
« Je suis Européen », et après ?	26
Quatrième obligation : changer de viseur et de cible	28
Réapprendre à parler d’Europe aux peuples.....	28
Ne pas lâcher l’ambition fédérale.....	29
Une ambiguïté de trente ans	30
La calcullette de Jean Monnet.....	32
Cinquième obligation : oublier l’usager, réhabiliter le client	34
Du grand marché aux supermarchés.....	34
J’achète, donc je suis.....	36

Sixième obligation : plaider pour une appartenance européenne ..	39
Liberté, sécurité, innovation	39
Réhabiliter la liberté	41
Conclusion : la menace ne suffira pas	44
Les cinq choix du « moment Démosthène »	45
Bibliographie	47

Introduction : des Européens « sans qualités »

« « Un continent sans qualité » : des marque-pages dans le livre de l'Europe ». Difficile de faire plus aride pour une série de cours magistraux au prestigieux Collège de France. Ce sont pourtant ces mots que l'écrivain et philosophe allemand Peter Sloterdijk – lauréat du prix européen de la culture 2021 décerné chaque année en marge du Festival de cinéma de Locarno (Suisse) – a choisi pour sa leçon inaugurale, le 4 avril 2024. Sans qualité ? Bigre. L'accusation laisse entendre le pire : une construction politique sans âme, incapable de susciter le désir malgré plus de soixante années passées à s'étoffer, à engranger de nouvelles compétences, à créer une monnaie unique et à s'élargir. Au point d'envisager 36 pays membres à l'horizon, entre 2030 et 2040.

Ce « Continent sans qualité » fait en plus référence à un roman très symbolique du vague à l'âme européen. Publié en 1930, « L'Homme sans qualité » de l'Autrichien Robert Musil raconte l'accident d'un homme renversé par un camion une belle journée d'août 1913, puis emporté par une ambulance, sans que l'on sache s'il est vivant ou mort. Ulrich, c'est son prénom, a jusque-là échoué à donner un sens à son existence et aux différentes étapes de celle-ci. Jusqu'à devenir presque invisible pour ceux qui l'entourent. « Sa faculté d'analyse le mène à une sorte de passivité, de relativisme moral et à l'indifférence. Dépendant entièrement de ses réactions au monde extérieur, il est devenu un homme sans qualités » commente, lors de sa sortie, la presse autrichienne de l'entre-deux-guerres, dans un pays sur lequel commence à souffler le vent mauvais du national-socialisme d'un natif de l'Autriche-Hongrie nommé Adolf Hitler. L'Autriche est le pays d'Ulrich, renommé par l'auteur « Cacanerie », de l'allemand « Kakanien » (à la fois impérial et royal). Il s'agit, dans le roman, d'un État qui « ne subsiste plus que par la force de l'habitude ». C'est dire que l'expression « Un continent sans qualités » fait mal. Peter Sloterdijk, presque un siècle après la publication du roman de Musil, l'a évidemment choisi à

dessein. Il connaît le poids des mots et des analogies. Prononcer sous ce titre une série de conférences au Collège de France pose, dans l'un des temples de la connaissance européenne, la question de ce petit essai : disposons-nous encore des mots adéquats, pertinents et convaincants pour parler positivement d'Europe et du projet européen sans sombrer aussitôt dans l'écueil programmé de la routine et du « déjà-vu, déjà entendu, déjà expérimenté, déjà déçu » ?

L'interrogation, ainsi formulée, peut apparaître terriblement banale. Logique. Normale. Elle l'est. S'interroger sur la meilleure façon de dépeindre l'Europe, ses réalités, et ce qui nous lie sur ce continent reste pourtant un impératif. En d'autres termes, quels mots utiliser pour échapper à ce que le philosophe Gérard Mairet considère comme une fatalité dès les premières lignes de son essai « Qu'est-ce qu'une souveraineté ? » (Ed. Folio). « On ne peut pas se défaire de la puissance du mythe écrit-il à propos du tableau de Max Beckmann *L'enlèvement d'Europe*. Le tableau vous happe et vous retient, autant par sa force intrinsèque que par l'irrésistible écho qu'il éveille en nous de temps monstrueux ». Nous y sommes. Derrière l'idée d'Europe, cette princesse enlevée par Zeus, se cache immanquablement un part de responsabilité dans les catastrophes qu'a connues le continent. Le projet européen, pour faire simple, se retrouve toujours confronté à l'envers du décor : ce qui ne va pas, ce qui conduit irrémédiablement les États à s'opposer et les gouvernements à chercher à défaire ce que leurs prédécesseurs ont construit, parce que les circonstances l'imposaient ou le permettaient. Dans son livre consacré à la notion incontournable ces temps-ci de « souveraineté », Gérard Mairet a le mérite de nous rappeler une évidence. « Il n'y a pas d'innocence » complète-t-il. Le projet d'intégration européenne est né de la forge d'une histoire dramatique qui, sans cesse, se rappelle à nous, sous une forme ou sous une autre. La fièvre nationaliste. La panique identitaire suscitée par les migrations de masse. L'horreur économique. Le défi, en termes de communication, a toujours été de surmonter ces peurs. Mais aujourd'hui, est-ce encore possible d'y parvenir alors que la guerre est revenue sur notre continent, charrie des images dignes

du conflit de 1914-1918 et alimente, face à l'immense Russie bien plus menaçante que la désagrégation de l'ex-Yougoslavie dans les années 1990, notre angoisse de la disparition.

Retrouver le sens du projet

Repenser la façon de parler d'Europe, n'est pas qu'un exercice de communication. Il ne s'agit pas seulement de choisir des mots, de travailler sur un « narratif », ou de contrer les gouvernements qui, toujours, sont tentés de nationaliser leurs succès et de communautariser leurs échecs. Il ne s'agit pas, non plus, de puiser dans le réservoir des formules toutes faites, et d'en faire ressortir à intervalles réguliers l'esprit de « l'Europe des Lumières » née dans les salons aristocratiques du XVIII^e siècle. Il s'agit de retrouver le sens de ce projet, qui, reposant sur une coopération économique, a trop souvent oublié la politique. Tout comme le « citoyen européen », la « nation européenne » est une chimère, juge Gérard Mairet dans son essai. Juste. L'actualité le démontre. Comme à chaque fois, tous les cinq ans, la campagne pour les élections européennes s'emploie à le prouver. La lampe faiblit. La flamme vacille. Les éteignoirs sont de plus en plus nombreux et efficaces. Alors ? « Il faudrait engager d'urgence un débat pour savoir si une histoire et un récit européens peuvent et doivent donner une (bonne) leçon aux jeunes générations [...] Mais pour donner consistance à la nouvelle communauté d'appartenance, par où commencer ? » questionnait à juste titre, à l'aube des années 2000, le philosophe français d'origine bulgare Tzvetan Todorov.

« Le sujet passionne, au sens fort, les citoyens de l'Europe, mais il ne peut en aucun cas pallier l'absence de projets clairs et leur mise en concurrence » poursuivait-il. Traduction en 2024 : ne faudrait-il pas d'urgence, au-delà des colloques et autres conversations sur le narratif européen et ses racines, réfléchir davantage aux moyens de positiver les expériences et les résultats obtenus ensemble ? Tel est l'objet de cette note de la collection « Débats et documents ».

Si le fait de réaffirmer la force de l'esprit européen ne suffit plus à endiguer le travail de sape de tous ceux qui veulent détruire ou détricoter l'Union, alors quels arguments pouvons-nous avancer ?

Première obligation : questionner l'horizon

Comment, pourquoi, à quel prix ?

La difficulté de cette première moitié du XXI^e siècle, du moins jusqu'à l'agression russe contre l'Ukraine du 24 février 2022, tient à une réalité simple. Alors qu'il a longtemps mobilisé les écrivains, les romanciers et même les poètes, assommés par les désastres des guerres successives qui transformèrent le continent en bourbiers et en cimetières, le fait d'être « européens » ne soulève plus aujourd'hui ni surprise, ni polémique, ni adhésion, ni même – à quelques exceptions près – envie littéraire ou cinématographique.

Les qualités qui suscitaient l'envie, voire l'admiration se sont estompées. Les journalistes et les experts (ces derniers réunis dans des think-tanks souvent cofinancés par l'Union européenne, ce qui pose un sérieux conflit d'intérêts, exploités par ses détracteurs) se sont approprié ce débat essentiel, tandis que les politiques continuent inlassablement devant les micros et les caméras, de brandir des arguments nationaux pour défendre ou pourfendre l'intégration. L'intégration économique est largement présentée comme acquise. Mais l'est-elle vraiment ? L'Union politique est présumée compréhensible, voire acceptée par les citoyens. Est-ce correct ? L'évidence, pour qui s'interroge sur le narratif et son impact, est plutôt que le fossé entre les affirmations institutionnelles et le ressenti des individus s'accroît. Oui, l'UE existe. Oui, ses normes gèrent une grande partie de nos vies quotidiennes. Mais cet état de fait est-il accepté et digéré ?

Penser et agir

« Quelle est la narration aujourd'hui ? Qu'est ce qui fait que les Européens pensent européen et agissent européen ? » questionnait

à juste titre en 2022 l'économiste belge Rudy Aernoudt dans son essai mêlé de souvenirs personnels « L'Europe de l'intérieur », après une longue carrière au sein des institutions communautaires. Ce haut fonctionnaire habitué à mouliner les prévisions l'affirmait, malgré les performances de l'Union durant la pandémie de Covid en matière d'achats de vaccins et de mutualisation des investissements de santé : « Cette Europe, le citoyen s'en détourne de plus en plus parce que sa narration devient inintelligible ». L'usure s'est installée. Les mots ont perdu leur poids. Peter Slaterdijk a raison : L'Europe « sans qualités » a prospéré.

Européens? Hier discutée, voire contestée, cette réalité s'est imposée comme ordinaire. C'est donc sur le « comment », le « pourquoi », le « à quel prix » qu'il nous faut retravailler. L'efficacité quotidienne doit être remise sur l'établi. Comment être Européen sans apparaître comme un traître à la nation derrière laquelle tant de politiques se réfugient avec l'assentiment de citoyens inquiets des conséquences économiques, sociales et migratoires, d'une ouverture mal contrôlée de nos frontières? Et surtout, pourquoi vouloir être « Européen » alors que l'élargissement à l'Est, vers ces plaines ukrainiennes, hier satellites de l'ex-URSS, repose la question de notre patrimoine et de notre intérêt commun, au-delà de la défense très théorique des libertés et de la démocratie, contestée en permanence par la noria de complotistes, de populistes, de souverainistes et de nationalistes (caractéristiques cumulables chez certains) omniprésents sur Internet et les réseaux sociaux? Pour parler dans le langage simple qui sied à une société de consommation où l'espace informationnel est de plus en plus accaparé par les réseaux sociaux qui transforme chaque individu en quérulent, le client de l'Europe que nous sommes tous, client de ses services, de ses avantages, de ses valeurs, doit reprendre le dessus sur l'utilisateur contraint d'acquitter des factures, de respecter des règles, et de se familiariser avec les normes édictées prétendument pour son bien-être et pour l'avenir de ses enfants.

La nuance a de l'importance. Le client répond à une logique de demande. Il a des besoins, des envies, des foucades qu'il cherche à satisfaire, que celles-ci soient justifiées ou non, voire contestables

au regard de changements dramatiques de comportements comme ceux induits par les contraintes du réchauffement climatique. L'utilisateur est, à l'inverse, le produit d'une politique de l'offre de moins en moins concurrentielle. Il subit. Il n'a pas le choix. Quelle autre option, pour le citoyen des 27 pays membres de l'UE, que d'accepter en 2024 le menu concocté dans les cuisines de Bruxelles et de Strasbourg? Plus problématique encore : quels sont les recours pour l'éventuel usager déçu, frustré, en colère, peu satisfait des services communautaires dont lui et sa famille sont supposés profiter? Où se trouve la ligne d'appel d'urgence pour le service après-vente? Osons-nous poser ensemble ces questions et cessons de penser que leur réponse va de soi. Apprenons à redevenir des clients exigeants d'une marque Europe dont nous apprécions les produits « prêts à porter », mais dont nous ne comprenons plus les choix des dernières collections....

« La grande masse des citoyens ne voit pas la valeur ajoutée d'une Union qui n'apporte pas de bien-être économique, qui ne protège pas, qui ne permet pas de peser dans le monde cogne l'éditorialiste bruxellois de Libération Jean Quatremer dans son pamphlet-plaidoyer « Les Salauds de l'Europe ». En complétant : « Sur ce dernier point, l'aphorisme d'Henry Kissinger, le secrétaire d'État de Richard Nixon, qui demandait il y a cinquante ans « l'Europe? Quel numéro de téléphone? » n'a pas perdu de son actualité ». Juste. Dans un article très pertinent de la « Revue des deux mondes » d'avril 2024, le chercheur Cyrille P. Coutansais, du Centre d'études stratégiques de la marine française, estime venu le temps d'un « moment Démosthène ». Démosthène (384-322 avant JC) était un élève de Platon, dont l'intelligence fut de réinventer Athènes et son fonctionnement face à la menace de Philippe de Macédoine. Sa recette? Revenir aux sources, débarrasser la cité de tout ce qui la handicapait face à cet ennemi. « Cela suppose de passer, dans nos processus communautaires, à la seule obligation de résultat quand nous la cumulons avec une obligation de moyens, de fixer en somme l'objectif et l'échéance en laissant toute liberté aux États et aux acteurs économiques pour l'atteindre ». Le « comment » trouve là un élément pour se redéfinir, dont les experts diront qu'il ressemble fort à une réhabilitation de la subsidiarité.

Cessons d'agréger et d'embouteiller le haut de l'édifice institutionnel à 27. Ne conservons, au niveau européen, que ce qui a prouvé son efficacité.

Le concept d'UERSS fait florès

Jean Quatremer, vieux routier des arcanes bruxelloises, parle de « valeur ajoutée ». Posons donc la question aux peuples, aux administrés, à ceux à qui le projet européen doit profiter s'il veut perdurer. Les représentations de l'Union européenne dans les capitales des 27 pays membres sont en plus équipées pour cela. Elles pourraient jouer un rôle déterminant de thermomètres plongés dans les fièvres populaires. À elles de prendre le pouls des opinions publiques nationales, de garder le contact avec le terrain, de suivre l'argent injecté par l'Union européenne dans des projets concrets et de s'assurer que les réclamations sont immédiatement suivies d'effets et non pas noyées dans des formulaires procéduriers. Ces représentations, fort bien pourvues en personnel, pourraient immédiatement jouer le rôle du service après-vente. Leurs agents recevraient pour mission prioritaire de décrocher leur téléphone et de répondre aux e-mails des citoyens européens, à condition bien sûr que ceux-ci aient trouvé le bon numéro ou la bonne adresse pour faire part de leur requête. À quoi bon continuer de pondre des rapports pour Bruxelles, sans savoir qui va les lire, alors que la colère et le mécontentement gronde sous leurs fenêtres ? Aujourd'hui, combien de sollicitations sont traitées ? Combien de plaintes aboutissent ? Combien de réponses concluantes sont données ? Existe-t-il seulement un questionnaire d'évaluation qui permette, après avoir reçu réponse de l'une ou l'autre des institutions communautaires ou de leurs émanations, de noter la qualité du service rendu ?

Réapprendre à parler d'Europe passe par cet exercice de préapprentissage des réalités et des besoins. Cessons de jouer sur le terrain des principes que les opposants au projet européen ont beau jeu de démolir. Écoutez-les : ils n'ont en fait que le mot « Europe » à la bouche, mijoté à toutes les sauces, cuit et recuit, soit sous sa

forme institutionnelle qu'est l'Union européenne, soit sous son principal acquis économique qu'est le marché unique. L'Europe communautaire, présumée libérale et donc dominée par la force de marchés financiers incontrôlés et incontrôlables selon la doxa des « anti », est leur bouc émissaire désigné. « Ce n'est pas un hasard si le qualificatif d'UERSS fait florès sur les réseaux sociaux, une référence à la défunte URSS gérée d'une main de fer par Moscou » poursuit dans son livre coup de poing Jean Quatremer, chroniqueur dans une émission de télévision à la fois accusatrice et pédagogique dont le titre est « La faute à l'Europe ».

Faire de cette construction politique le repoussoir absolu. Tel est l'objectif de ceux qui ne la digèrent pas et la juge hérétique. Or les termes qu'ils utilisent marquent les esprits. Cette Europe communautaire, dont ses détracteurs reconnaissent l'existence et ne cherchent même plus à combattre les institutions, ne sera jamais, à les entendre, digne de confiance. Elle est, au mieux, une réalité institutionnelle et bureaucratique qu'il convient de dépecer et de dépouiller peu à peu de ses attributions. « Une organisation supranationale non élue, mal dirigée par des bureaucrates et qui n'est franchement pas une vraie démocratie » pour reprendre les termes d'un ambassadeur américain autrefois en poste à Bruxelles.

Conditions culturelles et anthropologiques

Auteur d'un livre d'entretiens remarqué avec Jacques Delors à la fin du mandat de celui-ci à la tête de la Commission européenne – et alors que son nom circulait comme possible candidat à la présidence de la République française – Dominique Wolton avait précédé ce tir de barrage. L'universitaire français, spécialiste de la communication, avait vu juste lorsqu'il avertissait, en 1993 : « En souhaitant réduire le déficit politique, on a, en réalité, ouvert une autre histoire, celle de l'Europe démocratique, et clôturé quarante années de construction technocratique. D'un seul coup, on a changé de paradigme, de politique, des références et de symboles ». Et d'ajouter, inquiet, au lendemain du Traité de Maastricht de 1992, cette autoroute vers la monnaie unique mise en circulation

le 1er janvier 2002 : « L'Europe est devenue l'affaire de 350 millions d'habitants. Mais sans qu'il y ait eu de réflexion particulière sur un tel changement d'échelle, ni sur les conséquences d'une telle rupture. Sans non plus savoir si les conditions, plus culturelles et anthropologiques que politiques, étaient réunies ». Que dire, ensuite, de l'élargissement aux dix nouveaux pays membres de mai 2004 ? Puis, vingt ans plus tard, c'est-à-dire aujourd'hui, de la perspective d'adhésion ouverte à l'Ukraine, à la Moldavie et (après des décennies d'attente) aux pays des Balkans occidentaux ?

Les plus « raisonnables » des europhobes patentés, qui préfèrent s'autodésigner comme « eurosceptiques » pour gommer leur obsession et la rendre plus digeste pour les électeurs indécis, ont sans le savoir pris note de cet avertissement de Dominique Wolton. Ils ne contestent plus la raison d'être du projet européen. Ils sont même d'accord pour s'en accommoder si la mise en commun de (certains) moyens peut permettre aux États de profiter de solidarités négociées au préalable par leurs gouvernements. Mais pas question de poursuivre sur le chemin de l'intégration, de faire rimer l'Union européenne avec avenir, et d'y voir le partage irrémédiable d'un destin. Leur victoire politique sanctionne l'échec d'un partage collectif du récit européen. L'Europe des partis nationaux populistes, dont l'itinéraire finit par emprunter les mêmes sentiers que ceux de la gauche radicale, est un train dans lequel on peut accessoirement monter, puisqu'il a l'avantage de bien rouler et d'être posé sur des rails qui traversent le continent et dont la solidité est éprouvée. À condition que le ticket pour grimper à bord soit toujours moins cher, et que les portes des wagons soient verrouillées voire plombées pour écarter tout nouveau passager, payant ou clandestin.

Le format qui leur convient le mieux est, au fond, celui de la Communauté politique européenne aux contours flous, ravivée depuis deux ans sous l'impulsion (entre autres) d'Emmanuel Macron, pour insuffler un semblant de cohérence continentale face à l'adversaire Russe. Peu importe qu'après trois sommets (octobre 2022 à Prague en République tchèque, juin 2023 à Chisinau en Moldavie

et octobre 2023 à Grenade, en Espagne), personne ou presque ne soit encore capable de définir la mission et l'agenda de cette CPE forte de 47 pays membres.

Pour paraphraser l'ancienne ministre française Nathalie Loiseau qui s'inquiétait, quelques jours avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de voir l'UE se transformer en « Suisse molle », l'Europe de la CPE est une sorte de copropriété « molle », dont l'essentiel de la mission est de s'assurer avant tout d'un bon et fructueux voisinage. Un forum intergouvernemental appréciable pour les pays restés à l'écart de l'Union alors qu'ils auraient pu la rejoindre sans difficultés, comme la Confédération helvétique ou la Norvège, qui reconnaissent que leur destin est aujourd'hui indissociable de celui de leurs voisins. Une arène très utile pour le Royaume-Uni, devenu le symbole de l'impasse du « Leave », au fil de sa déconfiture économique et sociale post-Brexit, à la suite du référendum du 23 juin 2016 remporté d'une courte tête (51,9% contre 48,1%) par les partisans d'un divorce avec Bruxelles. Et une éventuelle antichambre de l'adhésion (même si Bruxelles et les 27 jurent qu'il ne s'agit pas de ça), pour les pays candidats désireux d'intégrer l'Union...

Deuxième obligation : ne pas se tromper d'Union

En finir avec l'Europe de l'inventaire

Parler d'Europe, mais avec qui, pour qui et dans quel but ? Vu du Berlaymont, le QG bruxellois de la Commission européenne, la réponse est simple comme le texte d'une directive « copiée-collée » des précédentes, remplie de ce jargon juridique communautaire dont l'expérience montre qu'il n'a pas son pareil pour noyer les espoirs et les ambitions de nos armées d'idéalistes. Communiquer sur l'Union européenne vise, avant tout, pour la bureaucratie qui la gère au quotidien depuis les immeubles plutôt blafards de la capitale belge, à faire en sorte que ses pays membres aient connaissance de ses actions pour que leurs citoyens reconnaissent ses mérites. Le résultat : un toboggan de formules toutes faites, d'acronymes, de communiqués officiels taillés au cordeau pour ne déplaire à personne, de communiqués de presse toujours pédagogiques, mais si formatés qu'ils pourront être demain réalisés (s'ils ne le sont pas déjà) par des robots porte-paroles dotés d'un logiciel performant d'intelligence artificielle. Question piège à ce stade aux technocrates en charge de la communication de l'UE, de la part d'un journaliste qui continue de l'observer et de la commenter : pouvez-vous nous garantir, déjà, qu'aucun communiqué n'est écrit avec l'aide de l'IA, sur des programmes « Made in USA » ou « Made in China » ?

Dans son livre « L'Europe vue de l'intérieur » publié en 2022, Rudy Aernoudt désigne les faits comme ils doivent l'être. « L'ingérence de l'Europe dans la vie quotidienne des Européens est devenue plus tangible » écrit-il. Ingérence, le mot est juste. Et il fait mal. En géopolitique, l'ingérence est associée, depuis la fin des années 90 et l'éclatement de l'ex-URSS qui engendra la fin de la guerre froide, à une erreur de diagnostic souvent attribué à l'Occident. Ingérence morale. Ingérence humanitaire. Ingérence « droit de l'hommiste ».

Les pays du « sud global », dont l'animosité est attisée par la Chine ou la Russie, n'ont pas fini de nous resservir en préambule de toute négociation les exemples faillis d'intervention en Afghanistan, en Irak et en Libye. Dont acte. Le fait que Rudy Aernoudt emploie le mot « ingérence » revêt un poids particulier. Car sous la protection du drapeau bleu étoilé, les motifs d'ingérence se sont multipliés : « Les nouvelles prérogatives accordées depuis les années 90 à l'UE dans des domaines où celle-ci n'avait traditionnellement aucune compétence (éducation, jeunesse, culture, santé...) procède d'une politique de stimulation plutôt que d'harmonisation [...] donnant l'impression que tout est décidé à Bruxelles ». Bien vu. Le glissement sur le toboggan s'est fait naturellement. Et plus personne ne semble capable d'arrêter. Sauf lorsque les peuples se rebellent, à juste titre ou non. Comment s'opposer, en 2016, alors que la campagne du référendum sur le Brexit battait son plein au Royaume-Uni, à un slogan aussi efficace et parlant que « We want our country back » (Nous voulons récupérer notre pays) ? À en juger par le résultat du vote, que tous les experts considéraient comme acquis pour le « Remain », personne n'a su contrer cet assaut narratif.

Cet échec ne procède pas que d'une erreur de diagnostic sur les mentalités insulaires anglaises, sur tel ou tel pays, ou sur la capacité de nuisance politique de tel ou tel leader capable de magnétiser les foules et les médias (on pense bien entendu à l'ex-premier ministre conservateur Boris Johnson). Il est le résultat d'une maladie auto-immune dont souffre l'Union, aggravée par son incapacité à s'interroger sur ses causes et à chercher le remède ailleurs que dans les couloirs de ses institutions ou des gouvernements. Cette maladie qui conduit à un dysfonctionnement du système immunitaire européen (censé le protéger des attaques de virus ou de bactéries nationalistes, populistes ou simplement égoïstes) consiste à négliger l'argumentaire au profit de l'inventaire. Explication rétrospective. En pleine Seconde Guerre mondiale, alors qu'il œuvre depuis les États-Unis à augmenter la capacité de production d'armement alliée – soit à peu de choses près le même défi qu'en 2024 pour permettre à l'Ukraine d'assurer sa défense face à la Russie passée en économie de guerre – Jean Monnet se désole du verdict des

chiffres. Devant un tableau annoté de statistiques dont on peut voir une copie¹ parmi ses objets et documents personnels exposés dans sa maison familiale de Bazoches sur Guyonne (propriété du Parlement européen, dans le département français des Yvelines), l'ancien banquier comprend que les capacités industrielles disponibles seront à la hauteur des défis posés par la poussée massive des armées hitlériennes. Il ne se contente pas d'inventorier les ressources. Il prédit et se projette : « Les renseignements révélèrent qu'au rythme de production actuel, il faudrait cinq mois aux alliés pour rattraper leur retard en avions de chasse, et deux ans et demi pour les bombardiers. J'avais enfin sous les yeux cette « balance sheet » qui s'inscrivait sur une grande feuille de 54 centimètres sur quarante (qui exprimait) dans sa simplicité et sa rigueur arithmétiques la tragédie d'une lutte inégale ».

Bâtir l'argumentaire

La méthode Monnet est toute entière résumée là : partir de l'inventaire pour bâtir l'argumentaire. Le tout, dans un langage simple que ses interlocuteurs politiques peuvent ensuite vendre à l'opinion. Le natif de Cognac (Charentes, France) éduqué dans une famille de négociants en alcool orientée vers l'exportation, a compris que l'Amérique a les moyens, comme il l'écrivait, d'être « l'arsenal des démocraties ». Mais il faut pour cela que les Américains soient à la fois convaincus de leur puissance et de l'utilité de celle-ci pour eux-mêmes. Le Français présente alors à Franklin Roosevelt sa « balance sheet ». Il laisse entrevoir la victoire inéluctable derrière les chiffres. Il dessine l'implacable délabrement de la machine industrielle nazie. L'opération, en termes de communication, est parfaite. L'inventaire des capacités américaines n'est pas la fin. Il est le début d'un processus qui, dès 1943 à Alger, se termine pour Jean Monnet par le mot « Europe » : « La fin de l'Allemagne est proche » prédit-il en août 1943, depuis l'Afrique du nord où Roosevelt l'a dépêché pour coopérer avec De Gaulle et

¹ L'original se trouve à la Fondation Jean Monnet pour l'Europe, à Lausanne

aussi le surveiller. Dans ces conditions, il est indispensable de prévoir les mesures qui empêcheront le continent européen d'entrer dans le chaos. « Il n'y aura pas de paix en Europe si les États se reconstituent sur une base de souveraineté nationale avec ce que cela entraîne de politique de prestige et de protection économique [...] Il faut que les États d'Europe se forment en une fédération, ou une entité européenne ».

Retour en 2024. Rond-point Schuman. Bruxelles. Au pied du Berlaymont. La seule loi qui vaille semble être malheureusement celle de l'inventaire. Un inventaire impressionnant, tant l'efficacité de l'UE à accoucher de réponses et de chiffres est faramineuse. L'Europe intégrée sait faire. Elle peut faire. Elle doit faire. Et après ? Le seul narratif d'avenir est, en 2024, celui qui suscite le plus de rejets et d'inquiétude : il concerne l'élargissement de l'UE à l'Ukraine, au nom de la défense de nos valeurs. Qui le formule ? La Commission et le Conseil, l'instance qui représente les 27 États membres. Le Parlement européen, lui, est divisé. Pas simple, dès lors, d'imaginer l'avenir. L'essentiel de la communication institutionnelle se recroqueville. Elle consiste à justifier la mission, l'emploi – et accessoirement les salaires bien plus élevés que ceux pratiqués dans tous les pays membres – d'une administration communautaire qui, sans être pléthorique, regarde les Européens de plus en plus comme des sujets qu'il convient d'éduquer sans faire l'effort de les convaincre. Inutile de réfléchir à la pertinence des arguments. Pas question de se frotter trop souvent aux populations. Mieux vaut monter des campagnes de promotion que les intermédiaires – collectivités locales, lobbies proeuropéens identifiés et subventionnés – se chargeront de répercuter et d'amplifier, après avoir reçu de Bruxelles les budgets afférents pour le faire. Le récit européen n'est, dans ce tunnel, plus une question de conviction. Il mise sur l'affichage des résultats, d'une façon quasi comptable. Vous n'êtes pas convaincus du bien-fondé de l'Union européenne ? Souvenez-vous qu'elle a permis les achats mutualisés de vaccins, que son argent a servi à construire la dernière salle de sport de votre localité, ou à bitumer le chemin qui mène à votre résidence

secondaire. Ce n'est plus l'Europe de la demande. C'est l'Europe de l'offre. Ce n'est plus le projet européen rêvé. C'est la réalité européenne vécue et supposée valorisée.

L'Europe de l'inventaire est un danger car il repose sur des réalités chiffrées faciles à déformer, à contester, à oublier... Ou à remplacer par d'autres données fausses, mais présentées comme forcément juste parce qu'elles n'émanent pas du microcosme Bruxellois. C'est ce qu'ont bien compris les complotistes et les émetteurs de « fake news », éventuellement instrumentalisés par des puissances étrangères hostiles dans le cadre d'une guerre informationnelle sans comparaison avec les débats d'hier. Il suffit d'un chiffre exagéré, voire inventé de toute pièce et lancé en pâture pour attiser la peur à chaque nouvelle arrivée de migrants sur les côtes grecques, italiennes ou espagnoles. Il suffit d'insinuer des allégations de corruption entre dirigeants de l'Union et laboratoires pharmaceutiques pour ruiner le succès que fut la mutualisation des achats de vaccins durant la pandémie. Or qu'a répondu la Commission aux allégations portées contre sa présidente Ursula Von der Leyen, accusée de collusion avec le laboratoire Pfizer ? Rien. À entendre les porte-paroles bruxellois, la quantité de vaccins produits - environ quatre milliards de doses - prouve au-delà de toute contestation possible le succès de l'opération et l'efficacité sanitaire de la réponse européenne. Faux. Ce type d'inventaire ne veut rien dire. Au contraire : plus il est asséné, plus il irrite et plus il conforte dans leurs convictions ceux qui voient derrière ces chiffres l'ombre de sordides manipulations statistiques et médicales.

Troisième obligation : dissiper le brouillard

Gare à la fausse promesse du « Nous, européens »

Cette mise en évidence des acquis de l'UE – un terme en général utilisé pour désigner le corpus juridique communautaire – est un réflexe historique compréhensible. Se sachant menacée, comme l'ont prouvé les conflits meurtriers qui se sont succédé depuis des siècles sur le Vieux Continent, l'Union s'est condamnée à parler toujours positivement d'elle-même. Cette passion des résultats est le fruit de son héritage, en partie inconscient : « Ce qui pourrait constituer la spécificité de l'Europe ce sont les cassures, les fragmentations, la mobilité, bien plus que la stabilité note l'historien Georges Corm dans « L'Europe et le mythe de l'Occident ». Les guerres, querelles politiques ou luttes contre les hérésies, y sont en effet, tout au long de son histoire, permanentes et violentes ; les empires, royaumes, duchés, principautés se font et défont rapidement ; les hérésies fleurissent comme autant de protestations. Comparée à la stabilité de longue durée des structures similaires de l'Antiquité sumérienne, babylonienne, égyptienne, chinoise, gréco-latine ou byzantine, l'instabilité permanente des structures sociopolitiques et économiques du petit continent européen est surprenante. L'image d'un continuum historique qui caractériserait l'Europe n'en est que plus mythologique ».

Le problème est qu'en termes de communication, de visibilité et donc de compréhension du projet européen, une forme de brouillard s'est installée. Pour lutter contre ce syndrome de l'instabilité permanente, la construction européenne en rajoute sans cesse davantage pour démontrer sa... permanence, voire son immuabilité. Les angoisses (naturelles, car humaines) sur la possible fin de l'UE ne sont pas autorisés dans le débat. Pire : elles sont stigmatisées. Les débats sur un possible naufrage de l'Union sont abolis. Chez les pro-européens, le faire a remplacé l'être, à la manière d'un

cycliste condamné à rouler pour ne pas s'affaler sur le bitume. Le « que signifie être européen » n'est plus abordé et plus explicité avec un point d'interrogation à la fin. L'affirmation a remplacé le questionnement. Les symboles sont devenus des ornements. L'Europe est un décor, plus ou moins revendiqué par ceux qui l'utilisent.

Emmanuel Macron a-t-il rendu service au projet européen en marchant seul, sur fond de l'hymne à la joie de Beethoven, vers l'estrade posée dans la cour du Louvre, à Paris, au soir de sa première élection présidentielle? Sa campagne, c'est vrai, avait été européenne. Son discours de la Sorbonne, quelques mois plus tard, viendra confirmer sa conviction. Mais doit-on être macro-niste pour être pro-européen? La confusion des genres a-t-elle servi la cause en France? Autre exemple glané loin de Bruxelles: nombre de pays candidats à l'adhésion ont déjà paré leurs bâtiments publics du fameux drapeau dont les étoiles symbolisent les idéaux d'unité, de solidarité et d'harmonie entre les peuples d'Europe. C'est le cas dans les Balkans, au Kosovo, en Moldavie, en Ukraine et même en Géorgie. Comme si être européen était une sorte de parure, de vitrine, de devanture. Le fameux narratif a pris un raccourci. On ne réfléchit plus à ce que cela veut dire d'adhérer, ou non, au projet européen. On le déroule sur les murs comme un papier peint, ou pis, un paravent. En Ukraine, en Moldavie, en Géorgie, affirmer son soutien à l'intégration du pays dans l'Union européenne est un alibi politique parfait. Cela ne veut pas dire que l'envie n'est pas sincère. Mais l'affiche cache les ornières, les trous, les pièges, les fissures de sociétés très souvent divisées. L'intégration européenne y est présentée comme le sens inévitable et indiscutable de l'histoire. Mais est-ce si vrai? Le Parlement européen, très novateur sur le plan pédagogique, a eu raison d'investir dans la maison de l'histoire européenne à Bruxelles, dans l'acquisition de la demeure familiale de Jean Monnet, ou dans la création des sites Europa Expérience. Ils fournissent un cadre propice à la diffusion des idées pro-européennes, que des rapports réguliers et riches en contenus sont supposés revivifier. Sauf que dans notre époque troublée, le brouillard du « Nous européens » est difficile à dissiper.

Est-ce vraiment « nous » ?

Nous Européens. C'est la formule rituelle. « L'Union européenne, c'est nous » écrit dans l'introduction de son dernier essai Nathalie Loiseau, eurodéputée depuis 2019 et présidente de la sous-commission sécurité et défense au Parlement européen. « Avec nos bons et nos mauvais côtés, mais c'est nous. Il n'y a pas l'Europe d'un côté et nous de l'autre ». Juste remarque, a priori. Sauf que Nathalie Loiseau, en bonne diplomate, oublie la politique et ses réalités. Elle parle à la raison avant de parler au cœur. Elle bétonne l'argument avant de s'assurer qu'il prend racine. Que veut dire ce « c'est nous » ? Est-on sûr que la bataille du narratif est définitivement gagnée et que chacun se reconnaît dans cette première personne du pluriel supposée indiscutable ? Qui est plus européen, en 2024, entre le citoyen moldave ou ukrainien pressé de rejoindre l'Union et le Français, l'Italien ou l'Allemand pressé au contraire de la détricoter ? Que veut dire « Il n'y a pas l'Europe d'un côté et nous de l'autre » alors qu'au quotidien, quantité de catégories professionnelles exposées à la concurrence d'autres pays membres de l'UE voient l'Europe comme une rivale, une empêchuse de bien vivre comme avant, une régulatrice impénitente dont les normes s'éloignent de plus en plus des réalités ? Dominique Strauss-Kahn, l'ancien ministre des Finances français et ex-patron du Fonds monétaire international éclipsé en 2011 par la triste affaire du scandale sexuel au Sofitel de New York, l'avait envisagé en 1998, lors d'une conférence à Bruxelles. Il était alors le grand argentier d'un gouvernement social-démocrate français convaincu que les 35 heures de travail hebdomadaire, mesure unique au sein de l'UE, relancerait l'embauche et rétablirait les équilibres économiques et ceux des comptes publics. DSK voit alors poindre les nuages des marchés financiers. Il sait que même au sein de l'Union, les spéculateurs guettent, prêts à s'en prendre à la France, seconde économie du bloc : « À tout prendre » argumente-t-il, en plaidant pour la monnaie unique alors dans les tuyaux, « je préfère devoir plaider ma cause devant mes pairs plutôt que de subir la loi des marchés (nous devons nous dire la vérité, écouter le jugement des autres, défendre notre cause et, le cas échéant, accepter des arbitrages

moins favorables que nous ne l'aurions voulu. Le succès commun est à ce prix.» D'accord, mais qui a préalablement pris soin de définir ce « succès commun » ?

« Je suis Européen », et après ?

Le problème est que proclamer « Je suis Européen » ou « Nous sommes Européens » ne règle rien. Que notre identité soit désormais mieux cernée, mieux acceptée, mieux installée, n'a guère d'impact sur les défis quotidiens qui sont les nôtres en tant que citoyens, acteurs économiques et électeurs. Logique, puisque le niveau national demeure celui du choix et du débat, comme l'a montré l'échec, en 2020 puis en 2022, du projet de listes transnationales pour les élections européennes. Le Parlement européen s'était pourtant, rappelons-le, de nouveau prononcé au début mai 2022 pour la création d'une « circonscription électorale européenne » qui permettrait aux citoyens de l'UE, en plus des candidats élus au scrutin de liste sur le plan national, d'élire 28 eurodéputés (sur 720) « sans frontières ».

« En plus d'élire de nouveaux députés, l'électeur acquiert un nouveau pouvoir : celui de soutenir directement un parti politique européen, un programme électoral commun et un candidat à la présidence de la Commission européenne » affirmait cette nouvelle proposition, bien plus modeste que la précédente concoctée par les fédéralistes comme Daniel Cohn-Bendit ou Guy Verhofstadt. « Les listes transnationales sont le moyen idéal pour renforcer le sentiment d'appartenance à l'UE » défend, alors, l'ancien premier ministre belge. Las. Nouvel échec. L'idée, pourtant très symbolique, d'envoyer au moins un eurodéputé par pays membre élu sur une liste paneuropéenne, est restée dans les placards du Parlement de Strasbourg. Comme lors du premier rejet de cette initiative, en 2020, l'idée chère au philosophe allemand ou à l'historien polonais Bronislaw Geremek d'un « demos » européen s'est retrouvée jetée aux orties. De quoi alimenter le doute qui ne cessa jamais d'accompagner la pensée de ce dernier : « L'Europe est une civilisation tandis que l'Union européenne est un ensemble

institutionnel créé par une décision politique. Or toutes les créations politiques sont mortelles par définition. C'est une évidence qu'il ne faut pas oublier dans le débat » professait-il, en septembre 2007, dans « Visions d'Europe » (Ed. Odile Jacob), l'ouvrage collectif bouclé peu avant l'accident de voiture qui lui coûta la vie sur une route polonaise quelques mois plus tard, en juillet 2008.

Quatrième obligation : changer de viseur et de cible

Réapprendre à parler d'Europe aux peuples

Si l'Union européenne s'approche, comme le prédit Cyrille Cou-tansais, de son « Moment Démosthène », alors écoutons le philo-sophe grec, nourri par l'enseignement de son maître Platon. « On croit ce que l'on veut croire » répétait-il, à en croire ses disciples, qui citaient aussi une autre de ses formules, que nous lui avons tous emprunté un jour ou l'autre. « De petites occasions sont sou-vent à l'origine de grandes entreprises ». Parlons de l'Europe aux peuples avec raison. Evoquer pour la défendre la « citoyenneté européenne » est bien plus qu'un exercice de style, ou une ligne dans une liste de « punchlines » ou d'éléments de langage, distri-bués par la direction de la communication de chaque institution. Il s'agit, en réalité, d'une véritable urgence. Doit-on, par exemple, laisser le mot « Europe » conjugué à toutes les sauces nationalistes sans réagir et riposter ? Doit-on, à l'inverse, accepter que le lexique bruxellois devienne le seul glossaire acceptable pour décliner les meilleures façons de fabriquer l'avenir européen ?

À ces deux interrogations, la réponse est évidemment non. Il y a, lorsque l'Europe s'invite dans la conversation, bien plus qu'une avalanche de normes, de règles et de chiffres indigestes à avaler. Il y a d'abord les faits. « L'expérience enseigne que seule la nécessité pourra tirer les Européens de leur place privilégiée dans les cou-lisses de l'histoire : choc après choc, épreuve après épreuve. Plutôt que d'ajouter au chœur des exhortations que l'on entend réguliè-rement, mieux vaut examiner comment les Européens réagissent aux événements disruptifs » préconisait, en 2021, lors d'une série de cours donnés au Collège de France, le politologue néerlandais Luuk Van Middelaar. D'accord. Revenons alors à l'essentiel. Parler d'Europe, c'est d'abord tirer une leçon de l'histoire et de la géogra-phie. Comme Jean Monnet l'écrivait dans son discours prononcé

à Luxembourg, le 9 juin 1955 : « Ce qui a été commencé, ce sont les États-Unis d'Europe. Je crois qu'il est très important que chacun de vous se rende bien compte de ce que cela veut dire, pour lui-même et pour ses enfants. »

Ne pas lâcher l'ambition fédérale

Tout est dit ici. D'abord l'objectif, critiquable, amendable, contes-table, mais bel et bien couché sur le papier par cet inlassable fabricant de coopération commerciale et politique que fut Jean Monnet : les États-Unis d'Europe. Gageons que plus aucun parti politique européen, aujourd'hui, n'oserait mettre cette expression dans son programme électoral. Elle a pourtant l'immense mérite de désigner clairement une ambition compréhensible par tous. Une entité que tout le monde peut visualiser, et sur laquelle chacun peut avoir une opinion.

Les « États-Unis d'Europe » avaient en plus, dans les années 1950, l'avantage de rimer avec victoire, puissance et prospérité. De l'autre côté de l'Atlantique, les « États-Unis d'Amérique » où Monnet avait passé l'essentiel de la Seconde Guerre mondiale, entamaient trois décennies de domination sans partage du monde occidental, et bien au-delà, auréolés des sacrifices consentis pour l'emporter sur les puissances de l'Axe. Faire référence aux États-Unis avait aussi le mérite de clarifier la ligne de partage. Aux uns, la volonté de redéfinir une souveraineté commune, plus ou moins partagée, jugée indispensable par le réaliste américainophile Jean Monnet. Aux autres, ancrés dans le passé nationaliste du Vieux Conti-nent, le choix de conserver la souveraineté dans leurs frontières. Pourrait-on, en 2024, mettre les « États-Unis d'Europe » dans un programme électoral. Les sondeurs, rivés sur la poussée nationale populiste dans les opinions publiques européennes, affirmeront sans doute que non. Pas si sûr néanmoins. L'Amérique demeure un modèle fort, puissant. Évocateur, porteur de dynamisme et de libertés malgré ses fractures abyssales et l'anathème politique que constitue un Donald Trump. Et si cette formule ambitieuse méri-tait de sortir du placard européen ?

Une ambiguïté de trente ans

Jacques Delors, partisan lui d'une « Fédération d'États-nations », avait lui aussi compris l'importance d'une formule à la fois simple et riche d'images. À l'écoute de son époque, celui qui présida durant dix ans la Commission européenne (1985-1995) avait saisi que le fédéralisme doit être nuancé. Jean Monnet le planificateur, l'organisateur du ravitaillement allié en armes, insistait sur le verbe « unir » au sortir du conflit qui avait réduit le continent en cendres. Jacques Delors, le socialiste chrétien français forgé au moule de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), sent, au sortir des turbulentes années 1960 et 1970, que la « nation » ne cessera jamais de poindre sous les envies d'association et de rapprochement, fussent-elles ligotées par un carcan économique. Sa « Fédération d'États-nations » a l'immense avantage de relier deux concepts a priori antinomiques. Bien joué. L'ambiguïté tiendra près de trente ans, grandement aidée par le poids des circonstances et du désordre géopolitique né de l'éclatement de l'ex-URSS. On connaît la suite : le nationalisme meurtrier qui réapparaît dans l'ex-Yougoslavie, la Communauté européenne qui ne parvient pas à éteindre l'incendie. Le siège de Sarajevo sonne le glas de l'Europe delorienne, même si celle-ci perdurera bien après. La « Fédération d'États-nations » demeure, mais elle est un concept à manier avec d'infinies précautions. « Européens », la belle affaire ! La formule sert pour convaincre. Mais elle ne séduit pas.

Jean Monnet, comme Jacques Delors, nous ont laissé un héritage commun. Il ne s'agit pas, ici, de revenir en détail sur leur engagement, leurs responsabilités, leurs mandats, bref, leur œuvre politique. Il s'agit de s'attarder sur leur personnalité et leur itinéraire. Tous deux, hommes de projets plus que de concepts, n'eurent jamais le goût d'un partage flou de souveraineté. Tous deux étaient des personnalités forgées dans le souci de l'intendance et de l'efficacité : l'un au service des intérêts économiques, l'autre au service de l'adaptation de l'action syndicale à l'économie de marché. Leur obsession commune était de « délivrer », d'accoucher de solutions.

Monnet « l'Américain », dont la grammaire politique est d'abord celle d'un négociant et d'un banquier, recherche au sortir de la Seconde Guerre mondiale les points d'appui pour verrouiller son projet de Communauté du charbon et de l'acier. Son projet n'est pas philosophique. L'Allemagne est dans son viseur. C'est pour cela qu'il s'estime injustement visé lorsque de Gaulle assène, le 15 mai 1962 : « Il n'y a pas de formule magique qui permet de construire l'Europe unie [...] Dante, Goethe, Chateaubriand, appartiennent à toute l'Europe dans la mesure même où ils étaient, respectivement et éminemment, Italien, Allemand et Français. Ils n'auraient pas beaucoup servi l'Europe s'ils avaient été des apatrides et qu'ils avaient pensé, écrit en quelque « esperanto » ou « volapük » intégrés [...] Mettons la réalité à la base de l'édifice. Quand nous aurons fait le travail, nous pourrions nous bercer aux contes des Mille et une nuits. »

Le locataire de l'Élysée a tort de viser par ses propos celui qui préside alors le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe. Monnet le réaliste n'a en effet jamais cru à ce type de formules. « Les sottises médiatiques de de Gaulle relatives aux partisans supposés d'un « volapük intégré » l'amènèrent à s'éloigner davantage de l'homme du 18 juin » note Wilfried Loth dans son essai « Jean Monnet, Charles de Gaulle et le projet d'Union politique » (Ed. de la Sorbonne). Le divorce politique entre ces deux hommes que l'histoire avait placé côte à côte mériterait une étude approfondie, autant psychologique que politique. Le négociant charentais, qui s'est marié en 1934 à Moscou, est un mécanicien des relations internationales dont il estime que l'Amérique est l'engrenage le plus puissant pour le monde libre. Le général natif du nord, pieux catholique, abuse du mythe qu'il a su créer et faire prospérer contre tous. Pour Monnet, les peuples doivent être encadrés. Pour de Gaulle, ils doivent être guidés. Bel élément de réflexion pour réécrire un narratif Européen.

La calculette de Jean Monnet

L'autre élément à retenir de cet improbable partenariat de Gaulle – Monnet, sorte de duel programmé mais toujours différé, est le sens du verbe. L'un et l'autre savent employer les mots. Féru de simplicité militaire et du style direct qui sied aux commandants lorsqu'il s'agit de diriger l'État, le Connétable a toujours donné des ordres. Habitué aux cénacles secrets, aux tractations commerciales voire aux manœuvres de l'ombre de l'Office of Strategic Services, l'ancêtre de la CIA, le financier Monnet pense avec une calculette en main. Affrontement inégal. De Gaulle a compris avant tout le monde, ou presque, que le projet européen ne résistera pas s'il n'est pas formulé d'une manière que tout le monde comprend. C'est la force des arguments gaullistes. Ils tapent fort. Ils tapent bien. Ils sont repris à l'envi par les médias. Et ils résonnent, surtout, dans les classes populaires. L'Europe du « père de Gaulle », nourrie par sa peur d'une domination anglo-saxonne par le biais du grand marché commun, est celle que tout le monde, ou presque, peut s'approprier.

Idem, dans un tout autre style, pour Jacques Delors, au sortir des « Trente Glorieuses » interrompues par la crise pétrolière de 1973. L'intéressé, pétri de foi chrétienne, est de ceux qui considèrent que les idées doivent mener le monde. Mais sans perdre de vue les peuples. « En remontant le fil de sa pensée d'une Europe unie, on trouve une triple source : historique, politique et institutionnelle. Il les a combinées pour tisser la trame de son action à Bruxelles et à Strasbourg » argumente Pascal Lamy après son décès, le 27 décembre 2023, dans un long article du « Grand continent ». « Pour Jacques Delors, la juxtaposition de ces deux notions opposées, fédération et État-nation, indiquait au contraire la solution au projet d'Europe unie. Elle rejoignait son propre positionnement, équidistant d'un fédéralisme à la Spinelli et d'un nationalisme à la de Gaulle. Il considérait que l'union des Européens se fait à la fois par les peuples et par les États. Dans sa conduite, il a ainsi autant prêté attention aux chefs d'État et de gouvernement qu'au

Parlement européen. Il fut le premier président de la Commission à vraiment traiter ce Parlement en interlocuteur sérieux et adulte, et à lui réserver l'annonce de ses initiatives les plus fortes ».

Reparler d'Europe aux peuples est la priorité absolue. Et pas seulement au travers de campagnes de communication décidées à Bruxelles, sur la base de propositions élaborées par des cabinets de consultants gorgés d'études et de sondages. De Gaulle, habitué au langage des casernes et des hommes de troupe, parlait aux tripes. Jean Monnet parlait au portefeuille. Jacques Delors parlait à l'appétit intellectuel et au collectif. L'avenir appartient, du côté des défenseurs du projet européen, à ceux qui, comme eux, trouveront à la fois les mots pour émouvoir, faire comprendre et expliquer. À la confluence de la pédagogie et de l'envie.

Cinquième obligation : oublier l'usager, réhabiliter le client

Du grand marché aux supermarchés

« L'Europe n'est-elle faite que pour la partie la plus instruite, la plus cultivée de ses peuples, avec le risque d'être alors perçue comme la plus élitiste de nos sociétés, ou bien existe-t-elle pour tous, indépendamment du nombre de langues pratiquées ou du degré de cosmopolitisme de chacun ? » interrogeait à juste titre l'ancien président du Conseil italien Enrico Letta, aujourd'hui chargé d'un rapport sur l'avenir du marché unique, attendu par le Conseil européen en juin 2024, au lendemain des élections européennes. Bien dit. Mais comment y parvenir autrement que par des incantations sur la nécessité d'une « Europe puissance » pour faire face aux menaces russes et chinoises, et s'imposer face au risque permanent d'une volte-face de cet allié à la fois protecteur et insupportable nommé les États-Unis d'Amérique ?

Impossible de bâtir un argumentaire sans connaître son public. Parler d'Europe exige de connaître sa cible, de la « verrouiller » et d'y consacrer le maximum d'énergie, de pédagogie et d'imagination. Or qui se préoccupe, aujourd'hui, de parler du projet européen aux peuples ?

La Commission européenne, bien sûr, multiplie les campagnes d'affichage, comme la dernière en date, intitulée « L'Europe c'est toi ». D'accord. Mais pense-t-on que la mise en avant des bénéfices matériels de la communauté, de la lutte à 27 contre le réchauffement climatique au roaming téléphonique, peut encore susciter l'adhésion au projet européen dans un monde où le confort matériel l'a emporté, et où le luxe synonyme d'inégalités et de frustrations sociales envahit les murs des villes et les vitrines. Pense-t-on que l'Europe des peuples peut se résumer à ce type d'équation très utilitariste ? Dis-moi ce que tu consommes et je te dirai ce qui est

européen dans ton assiette, dans ta voiture, dans ton supermarché ou dans ton cartable ! Comme si le citoyen européen se fabriquait ainsi à son insu, à force d'être convaincu que l'Europe est son élément naturel. Appelons cela la méthode Coué de Bruxelles : répéter à l'envi que l'Europe est notre cadre naturel de vie, que l'Europe nous défend, qu'elle nous protège, qu'elle nous vaccine et qu'elle investit pour nous dans les technologies d'avenir. Contester l'intégration européenne reviendrait donc à s'auto-dénigrer. Regarde-toi dans le miroir : tu es européen. Dire le contraire est un mensonge.

Cette manière de parler de l'Europe, présumée efficace, n'a malheureusement rien de concluant. D'abord parce qu'elle occulte le vécu. Même s'il bénéficie d'une infrastructure payée sur les deniers de l'Union européenne, l'individu roule sur une route française, belge ou néerlandaise. Même si son alimentation est aujourd'hui régie par des normes sanitaires européennes, destinées à préserver notre meilleure santé, l'étiquette qui s'offre à nous est écrite dans la langue du pays où l'on se trouve. Prenez le roaming, cette victoire sur les géants de la télécommunication qui permet à des millions d'Européens de continuer à utiliser leur smartphone, sans surcoût, dans un autre pays que le leur ? Qui attribue ce succès à l'Union européenne ? Qui remercie l'Europe pour avoir fait diminuer sa facture de portable de moitié ou plus ? Personne ou presque. Et c'est normal. D'autres factures ont en effet remplacé celles-ci, et le citoyen européen moyen ne franchit pas tous les jours une frontière pour bénéficier des mérites tarifaires concédés aux globe-trotters invétérés.

En bref, l'Union européenne n'a pas allégé les dépenses autant qu'elle l'aurait pu ou dû, tant s'en faut. Plus grave : la promesse d'un marché unique concurrentiel, donc favorable aux consommateurs, s'est largement dissipée, réduite en cendres par les chocs géopolitiques et les tensions sur le marché de l'énergie. Le portefeuille de chacun, qui plus est, demeure indexé sur les réalités nationales, en fonction des efforts consentis par tel ou tel gouvernement comme l'a montré en France, durant la pandémie de Covid, l'injection massive de fonds publics pour alimenter le « Quoi qu'il en

coûte». Le pouvoir d'achat aussi. L'utilitarisme européen a trouvé ses limites et même l'euro, cette monnaie unique supposée créer de l'adhésion politique, ne remplit plus ce rôle. L'argent cash disparaît. Les billets ornés de ponts circulent de moins en moins. La symbolique de la monnaie unique disparaît dans le brouillard des transactions électroniques. Les cartes de crédit ne sont jamais européennes. Notre quotidien n'est pas rythmé par le E de l'Euro, mais par le V de Visa, une entreprise américaine.

J'achète, donc je suis

L'échec de cet utilitarisme européen est plus profond et grave que beaucoup ne le pensent. Car il chamboule tout l'édifice construit depuis l'élargissement du grand marché commun. 450 millions d'habitants et de consommateurs potentiels, lit-on en permanence, comme si celui-ci était la raison d'être de notre « vivre-ensemble ». Et alors ? Est-on plus européen parce que les entreprises peuvent librement commercer dans cet espace de « liberté et de prospérité » ? Le croire est oublier que le consommateur aime être chéri, conforté, choyé, et qu'il réagit aussi aux impulsions du jour. J'achète, donc je suis. J'aime que l'on me reconnaisse comme un client. Or qui suis-je, dans ces galeries marchandes uniformisées qui, de Paris à Varsovie, se ressemblent toutes ? Qui suis-je sur les plates-formes d'achat en ligne, où mes clics finissent par se noyer dans l'océan d'impulsions électroniques données par des centaines de millions d'acheteurs, de Singapour à Sydney en passant par Lagos ou Casablanca ? Et ne croyons pas que la citoyenneté européenne sortira renforcée de la régulation de ces plates-formes, aussi justifiées soit-elle. « L'Homo Numericus » cher au regretté économiste Daniel Cohen, qui y consacra l'un de ses derniers livres, est un être submergé de contradictions. Il veut tout contrôler, mais il est lui-même irrationnel et impulsif, poussé à des comportements addictifs par ces mêmes algorithmes qui surveillent les moindres détails de son existence. « La révolution numérique répond aux attentes d'une société qui voudrait que toute parole soit écoutée, sans vérité révélée ». Or la régulation et les normes ont pour principe essentiel de trier, de différencier, d'empêcher

l'accès lorsque l'information devient désinformation. Problème : l'Européen de 2024, surtout s'il est encore jeune, est un être toujours plus boulimique de données qui ne sont pas, pour l'essentiel, « Made in Europe ». Le grand bain numérique est toxique. Comment communiquer positivement sur le projet européen alors que celui-ci a la forme d'un carcan, et non la douceur d'un grand bain dans lequel nous pourrions tous nous ébahir ?

Le trait est forcé. Mais cette interrogation n'est pas que théorique. Elle nous oblige à questionner la réalité vécue de ce grand marché européen supposé être notre fierté et le pilier de l'actuelle Union. La vérité est qu'on ne le sent pas. Qu'il ne nous parle pas. Qu'il ne nous associe pas. Et qu'il n'est pas identifiable. Costco est indéniablement une chaîne de grande distribution américaine. Kinokuniya est indéniablement une chaîne de librairies nipponne. La Migros et la Coop sont indéniablement suisses. Mais quid des géants européens de la distribution, dilués à force de s'internationaliser ? Et si l'on réfléchissait plus à façonner nos espaces de vie et de consommation, pour que ceux-ci portent en eux le message de cette communauté de 27 pays membres qui, demain, seront peut-être 30 ou 35 ?

L'Europe a nivelé ces différences qui scandent la vie de tous les jours. La standardisation a gommé nos particularismes. C'est un fait. La consommation est devenue un sport de masse. Le joueur polonais, roumain ou balte se fournit au même magasin Décathlon, dont les chaussures de sport sont fabriquées au Vietnam, en Chine ou au Cambodge. Le citoyen consommateur le sait. Il le voit. Mais il n'en voit pas les bénéfices. Les prix de son équipement sportif ont-ils baissé parce qu'ils se sont standardisés ? Non. Suis-je mieux chaussé, vêtu, habillé, parce que les fabricants importent et produisent à l'échelle européenne ? Non. L'Europe du grand marché a tort de niveler les particularismes au lieu de les mettre en valeur. Elle n'a pas fonctionné de manière inclusive. Elle a gommé ce qui faisait les fiertés nationales. Elle s'est jouée, à force d'intégration mal gérée, de ces petits rien qui font l'identité des peuples à l'heure de la société de consommation, les considérant sans cesse comme des obstacles aux économies d'échelle supposées garantir

les meilleurs prix. Le bon air d'Europe s'est évaporé dans les galeries marchandes. Je pourrai être à Dallas, Montréal ou Londres. Personne ne me conforte dans l'idée que mon identité compte. Je suis juste prié de sortir le carnet de chèque, ou plutôt, ma carte de crédit. De préférence Visa, Master Card ou American Express.

Chaque bureaucrate européen devrait passer du temps dans les centres commerciaux des banlieues populaires. La direction de la communication de la Commission européenne, plutôt que de commander des sondages réalisés par téléphone ou par des clics sur internet, devrait dépêcher des brigades d'observateurs dans ces temples modernes du « J'achète, donc je suis ». L'Europe ne devrait pas se décliner sur des abribus ou sur des affiches montrées dans les rues, abîmées par la pluie et les intempéries. Voir un drapeau européen quand vous attendez le métro, les oreilles accaparées par un podcast, n'apporte rien ou presque. Les drapeaux de l'Union européenne feraient peut-être mieux d'être sur les boîtes de conserve les plus vendues, ou sur les emballages des surgelés les plus populaires. Il manque à l'Union européenne de 2024 de vraies campagnes de réclame qui remplaceraient les campagnes d'information destinées à faire connaître ce que fait l'Union. Qu'importent les actions menées par l'UE dans le monde. Parler d'Europe avec efficacité exige d'entrer dans l'intimité de chacun. Dans la cuisine de la ménagère.

Sixième obligation : plaider pour une appartenance européenne

Liberté, sécurité, innovation

L'idée de cet essai est en partie venue d'un constat que nous pouvons tous faire. Dans le brouillard européen qui nous entoure, les silhouettes sont de plus en plus difficiles à discerner. Hier, c'est-à-dire jusqu'à l'élargissement de 2004, la Commission européenne jouait le rôle d'une administration en chef plus que celle d'une sorte de supra-gouvernement. La communication qui émanait du Berlaymont ne visait pas sans cesse à justifier à posteriori les décisions déjà prises, comme cela est trop souvent le cas depuis quelques années. La personnalisation du pouvoir au sein de l'exécutif communautaire n'avait rien de commun avec celle qui s'est mise en place depuis 2019 et l'arrivée d'Ursula von der Leyen aux commandes de ce poids lourd nommé UE. La raison de cette accélération n'est pas que personnelle. L'exigence de rapidité, la nécessité d'exister au quotidien dicté par l'internet et les réseaux sociaux, mais surtout les innombrables sollicitations font qu'être un président de la Commission moins directement visible et aux commandes, comme avait tenté de l'être le luxembourgeois Jean-Claude Juncker (2014-2019) est de moins en moins possible. Le « qui parle ? » donne aujourd'hui lieu à une compétition permanente d'interventions publiques et médiatiques pour lesquelles l'édifice européenne n'est ni équipé, ni conçu.

Comment espérer qu'un citoyen européen dont l'univers quotidien demeure national, et que son gouvernement cajole dans l'idée que ses frontières le protègent encore, ne soit pas choqué voire révolté par la propension de la présidente de la Commission européenne à prendre les devants de tout le monde sur tout ? Le « qui parle » est dévoyé, car le tempo et la chorégraphie ne sont plus respectés. Une

communication performante suppose que l'émetteur de l'information soit, avant toute chose, jugé crédible par son public. Jean Monnet, Jacques Delors, et bien d'autres étaient crédibles lorsqu'ils s'exprimaient au nom de la future Union européenne. Qui l'est aujourd'hui? De la centralisation de plus en plus préoccupante de la responsabilité provient le sentiment d'irresponsabilité généralisée. En quoi la parole d'Ursula von der Leyen sur l'immigration, sujet clivant et angoissant s'il en est, est encore crédible alors que l'ancien directeur général de Frontex se porte candidat en troisième position sur la liste du Rassemblement national dont le mot d'ordre est, peu ou prou, de détricoter le canevas européen pour n'en garder que le squelette mal identifié de l'Europe des nations?

Qui parle des sujets qui préoccupent au quotidien les 450 millions d'Européens, comme le pouvoir d'achat, le niveau des salaires, ou les retraites? Certes, le domaine social est politiquement miné pour la Commission. Mais ouvrons les yeux: sans mieux disant social à partager, l'intégration deviendra un repoussoir. Impossible de délier l'échec global de la stratégie de communication de l'Union européenne en 2024 de sa panne sociale. Les syndicats ont basculé. Ce qui leur reste de représentativité dans un monde salarial éclaté, et dans un monde du travail où les plates-formes font de plus en plus la loi, n'est plus mis au service de la cause européenne. Le grand repli social est engagé et il en dit long sur l'incapacité de l'Union à porter demain des promesses collectives. La diversité des salaires au sein des 27 pays membres est un fait accepté par tous, ou presque. Personne ne songe sérieusement à fixer un niveau européen de rémunération obligatoire, compte tenu de la diversité des régimes et des acquis sociaux.

Oui, regardons les choses en face: seule une forte poussée européenne sur le front de la sécurité sociale, au sens de la sécurité de l'emploi et des salaires, peut rebattre la donne et réinsuffler de l'énergie au projet politique. Le moins disant social et la régression salariale, combattue par les textes de directives mais imposés dans les faits par le déferlement de produits importés fabriqués dans des conditions de concurrence déloyale, sont des remparts qu'il n'est plus possible d'abattre par de simples affirmations. Dans le métro

bruxellois, une récente affiche du puissant lobby pour les droits des animaux, lettres jaunes sur fond bleu, clamait à quelques semaines du scrutin: «Qu'a fait l'Europe? Rien». Rien. Nothing. Nada... décliné dans toutes les langues des pays de l'Union. C'est ce rien qui fait mal car il est, malgré les réalisations communautaires incontestables, la progression de l'espérance de vie et le mieux disant social pour les populations des nouveaux pays membres, le mot que l'on retient et que les europhobes manient avec une habileté nourrie des pires clichés sur l'Europe qui détruit les emplois, la classe moyenne, les agriculteurs etc.

Réhabiliter la liberté

Comment parler d'Europe si l'on n'est pas d'accord sur le « parler de quoi»? Peut-on construire une ferveur européenne sur la présumée défense de valeurs européennes face à la Russie dictatoriale de Vladimir Poutine alors que la règle intangible de nos démocraties et de nos États de droit sont, justement, de défendre la liberté du débat et non d'asséner des valeurs imposées? Complicé! Peut-on reconstruire une envie d'Europe si l'on n'accepte pas que, dans de nombreux domaines, la vox populi confirmée par les sondages a plutôt envie de « moins d'Europe », de davantage de subsidiarité, et d'efficacité concrètement mesurable. Pas besoin d'être citoyen d'un pays frugal, c'est-à-dire moins dépendant que la moyenne des membres de l'Union européenne, pour considérer que l'on ne fera pas aimer l'Europe à force d'emprunts mutualisés, même si ceux-là sont peut-être nécessaires pour rebâtir une politique industrielle de défense rendue indispensable par les menaces géopolitiques qui pèsent sur le Vieux Continent? Qui peut croire, sauf peut-être dans quelques pays toxicomanes à la dépense publique que le fait d'être encore davantage dépendants de prêteurs extérieurs, c'est-à-dire de marchés financiers peu contrôlables, rendra l'Europe plus attirante et séduisante?

Comment parler d'Europe si l'on ne parvient pas, enfin, à refaire rimer le projet communautaire avec la liberté, malgré toutes les embûches de notre société de l'information déboussolée?

Transformer l'Union européenne en super-gendarme est le pire des services à lui rendre. La peur de la Russie, sur le plan géopolitique, comme la peur de l'arbitre communautaire supposé dire le droit et fixer des pénalités et des amendes, ne seront jamais des ciments susceptibles de faire tenir les peuples ensemble. La communication européenne doit dépasser ces peurs et, au contraire, rappeler à chacun sa capacité propre à résister et sa responsabilité. L'historien Robert Belot, auteur de plusieurs notes pour la Fondation Jean Monnet, commente ainsi sa lecture de la fameuse intervention de Vladimir Poutine sur l'Ukraine, le 23 mai 2023, soit un an après l'assaut de l'armée russe. L'existence de l'Ukraine est niée par l'homme fort de Moscou, réélu depuis président de la Russie le 17 mars 2024, avec 87,3% des voix. « En lisant cette tribune, je me suis demandé ; en quoi cette vision de l'histoire est-elle personnelle, originale ? Je veux dire : en quoi apporterait-il quelque chose de nouveau par rapport à ce que nous savons déjà ? ». Posons-nous à notre tour la même question. La vérité n'est pas devenue « sans intérêt » comme beaucoup le croient à tort. Cette vérité doit juste cesser d'ériger autour de nous un monde européen de plus en plus virtuel.

Ne faudrait-il pas, en termes de communication aussi, privilégier un « moment Démosthène » ? Acceptons d'admettre que le référentiel commun, ce fameux socle de « l'esprit des Lumières », pur produit de l'Europe occidentale, n'est plus intégralement partagé et se trouve même de plus en plus contesté. Osons le refonder. « Cette manière de faire nous offrirait plus d'agilité, de capacité à gérer la complexité d'une organisation politique à vingt-sept, et nous ferait gagner du temps » note à juste titre Cyrille Coutansais. En ajoutant : « Et Dieu sait que ces paramètres sont précieux dans un environnement géopolitique très incertain ».

L'avenir, en termes de narratif, n'est pas du côté d'une Europe qui enfle « jusqu'à en crever » pour paraphraser le titre du dernier ouvrage percutant de l'ancienne eurodéputée Sylvie Goulard (Ed. Tallandier). Le désir d'égaliser les puissances mondiales ne conduire à rien d'autre qu'une impasse si cela conduit, comme elle l'écrit, à

« étendre » et « gonfler » les prérogatives et le périmètre de l'Union, dans une « Europe faite de peuples qui se connaissent mal et de coopérations faiblardes ».

L'essayiste français Régis Debray, souverainiste résolu, concluait récemment son « Europe fantôme » par cette citation du peintre Raoul Dufy (1877-1953) : « Il faut savoir abandonner la peinture qu'on voulait faire par celle qui se fait ». Ce n'est pas si faux. Rallumer les étoiles est possible si l'on remplace l'idée d'identité par l'idée d'appartenance. Une appartenance que nous devons tous soigner, protéger, mais d'abord et avant tout, ressentir parce qu'elle nous apporte ce que nous cherchons : la conviction que notre avenir commun est un avenir du domaine du possible.

Conclusion : la menace ne suffira pas

Le déclinisme et la menace sont des pièges redoutables. Il vous enferment dans une spirale négative. Et ils n'aboutissent, pour en sortir, qu'à des échappatoires souvent mal raisonnées, mal acceptées, et hâtivement préparées. Le récit européen d'aujourd'hui est pris dans cet étau. Prétendre sans cesse que « plus d'Europe est la solution », sans exiger que l'Union européenne prouve son efficacité est une machine infernale programmée pour alimenter le syndrome très bien décrit par Sylvie Goulard dans son livre « Et l'Europe enfla si bien qu'elle creva » (Ed. Tallandier). Il y a en effet un lien de causalité étroit entre sentiment de déclin et volonté d'élargissement. Les multinationales connaissent ce dangereux principe de la croissance forcenée par acquisitions. La méthode, pertinente pour une start-up numérique devenue licorne, consiste à prendre les devants pour dépasser la concurrence et la priver des ressources humaines, financières ou technologiques qui lui seraient indispensables. À condition que l'acquisition de ces pépites se fassent dans de bonnes conditions. À savoir au bon moment, au juste prix, et après un diagnostic poussé de la capacité réelle des sociétés acquises.

Le grand récit européen est, en 2024, prisonnier de ce syndrome d'un élargissement indispensable au point de vue géopolitique. Il est aussi, ce qui est normal vu la débâcle survenue de l'autre côté de la Manche, otage d'une analyse entièrement négative du Brexit. Dans un cas comme dans l'autre, le questionnement tend à disparaître. Le « il faut », « on doit », ou « on jouera la montre compte tenu de la lenteur du processus d'élargissement », se sont imposés comme des vérités bien trop vite acceptées. Idem sur la puissance européenne, empêtrée dans les exigences militaires nouvelles dictées par la guerre en Ukraine, et dans la nostalgie normative des décennies passées. La communication désastreuse sur le « pacte vert européen », transformé en projet diabolique par la colère des paysans, est de ce point de vue emblématique. Essai

foisonnant et de référence, « La révolution obligée » de David Djaïz et Xavier Desjardins (Ed. Allary) le montre bien. Seules les nouvelles normes et nouvelles règles ressortent de ce paquet législatif. L'Europe gendarme du climat et de l'environnement est désormais mieux équipée pour punir ou dissuader. Alors que la Chine centralisée transforme à vitesse grand V son outil de travail industriel et ses transports. Et alors que les États-Unis économisent, par les subventions massives de l'IRA, leur modèle de capitalisme innovateur qui a fait ses preuves.

Les cinq choix du « moment Démosthène »

Remettre sur les rails un récit européen convaincant et pertinent exige de faire des choix, comme le souligne l'argument pour un « moment Démosthène ». En voici cinq, susceptibles de nourrir nos discussions postérieures à la parution de cette note de la collection « Débats et documents ».

Choix 1 : Parler moins. Cesser de communiquer sur tous les sujets et d'estimer que l'Union européenne a vocation à s'exprimer sur tous les domaines, y compris ceux à la lisière de ses compétences reconnues par les Traités.

Choix 2 : Parler simple. Des outils tels que l'illustration, l'infographie, les calendriers, les chronologies, les questions-réponses et l'accessibilité immédiate et facile en ligne de ces matériels doit être une priorité.

Choix 3 : Miser sur l'efficacité. Chaque représentation ou délégation de l'Union européenne devrait comporter en son sein, non pas un porte-parole, mais une équipe de communicants capables, en temps réel, de fournir des réponses aux citoyens et aux institutions locales, puis de les rendre publiques.

Choix 4 : Réhabiliter la subsidiarité. Les administrations nationales ou régionales des pays membres de l'Union ne doivent plus

être réceptrices du récit européen. Elles doivent contribuer à le fabriquer, être associées, dans chaque État membre, à sa conception et à son formatage pour le rendre le plus efficace possible.

Choix 5: Anticiper, plus que jamais. Les scénarios d'anticipation ont le mérite de marquer les esprits. Constituer un laboratoire chargé uniquement de travailler sur ces narratifs du futur est indispensable, quitte à y associer comme le font maintenant les armées des romanciers, des créateurs et des artistes.

Comment parler d'Europe ? En s'assurant que les mots, les mythes et les faits convergent dans une même direction. «Ce qui a été commencé, c'est les États-Unis d'Europe. Je crois qu'il est très important que chacun de vous se rende bien compte de ce que veut dire, pour lui-même et pour ses enfants» assurait Jean Monnet dans son discours du 9 juin 1955, à Luxembourg. Oui, réapprenons ensemble à comprendre ce que cela veut dire, plutôt que de multiplier les formules floues et mal comprises sur l'avenir.

Les nouvelles générations d'Européens ont, en ce début de XXI^e siècle, suffisamment de peine à trouver le bon chemin pour préserver l'édifice communautaire. Ne masquons pas les précipices qu'ils devront éviter sur la route d'une Europe plus forte et plus unie par une avalanche de mots confus, de mythes instrumentalisés et de faits interprétés de façon toujours plus aléatoires.

Paris, Bruxelles, Athènes, le 16 avril 2024

Bibliographie

Arès, Georges. *La Suisse, avenir de l'Europe*. Coll. Le débat, Gallimard, 1997, 120 pp.

Bitterlich, Joachim. *Le passeur: l'Allemagne et la France face à l'Europe*. Ginkgo, 2023, 472 pp.

Charle, Christophe. *L'Europe des intellectuels*. CNRS Éditions, 2024, 412 pp.

Davignon, Etienne. *Souvenir de trois vies*. Racine, 2019, 232 pp.

Debray, Régis. *L'Europe fantôme*. Coll. Tracts, Gallimard, 2019, 48 pp.

Geremek, Bronislaw et Picht, Robert (dir.). *Visions d'Europe*. Odile Jacob, 2007, 480 pp.

Goulard, Sylvie. *L'Europe enfla si bien qu'elle creva*. Tallandier, 2024, 144 pp.

Gozi, Sandro. *La cible*. Éditions Saint-Simon, 2020, 112 pp.

Grin, Gilles. *Construction européenne: la révolution d'un continent*. Lausanne, Coll. Débats et Documents, Fondation Jean Monnet pour l'Europe, numéro 21, juin 2021, 181 pp.

Haroche, Pierre (dir.). *Le goût de l'Europe*. Mercure de France, 2022, 144 pp.

Krastev, Ivan. *Est-ce déjà demain ?* Premier parallèle, 2020, 120 pp.

Letta, Enrico et Maillard, Sébastien. *Faire l'Europe dans un monde de brutes*. Fayard, 2017, 208 pp.

Loiseau, Nathalie. *Si l'Europe n'existait pas*. L'Observatoire, 172 pp.

Mairet, Gérard. *Qu'est-ce que la souveraineté?* Folio, 2024, 352 pp.

Merritt, Giles. *La dégringolade européenne et comment l'éviter*. Éditions Marie B, 2018, 300 pp.

Morelle, Aquilino. *L'Opium des élites: comment on a défait la France sans faire l'Europe*. Grasset, 2021, 592 pp.

Pirenne, Henri. *Histoires de l'Europe*. Coll. Quarto, Gallimard, 2023, 1504 pp.

Quatremer, Jean. *Les salauds de l'Europe*. Éditions Jean, Calmann-Lévy, 2019, 324 pp.

Schlögel, Karl. *L'avenir se joue à Kyiv. Leçons ukrainiennes*. Gallimard, 2024, 429 pp.

Sellal, Pierre. *Le Brexit, et maintenant?* Institut Diderot, 2020, 47 pp.

Van Middelaard, Luuk. *Le réveil géopolitique de l'Europe*, Collège de France, 2021, 92 pp.

Vos-Gillis, Anaïs. *L'Union européenne à l'épreuve des nationalismes*. Éditions du Rocher, 2020, 224 pp.

La Fondation a été créée en 1978 par Jean Monnet, concepteur et premier président de la première Communauté européenne (charbon-acier) et premier citoyen d'honneur de l'Europe, qui lui a confié l'ensemble de ses archives. Institution indépendante d'utilité publique, non-partisane et non-militante, elle bénéficie du soutien de l'État de Vaud, de la Confédération suisse et de la Ville de Lausanne. Elle déploie ses activités depuis la Ferme de Dorigny, située au cœur du campus de l'Université de Lausanne, son principal partenaire.

Elle conserve aujourd'hui de nombreux autres fonds d'archives privés qu'elle met en valeur, notamment ceux de Robert Marjolin et les papiers européens de Robert Schuman et de Jacques Delors, ainsi que des documents iconographiques et audiovisuels. Elle abrite une bibliothèque spécialisée et un centre de documentation européenne. Elle recueille les témoignages d'acteurs et témoins dans le cadre de ses programmes d'interviews filmées. Elle met ainsi à disposition des utilisateurs, notamment des chercheurs, un ensemble cohérent de ressources documentaires sur les origines et les développements de la construction européenne et les relations Suisse – Europe. Son portail des archives est disponible sur Internet depuis 2022, à l'adresse <https://archives.jean-monnet.ch/>. La Fondation attribue chaque année sa Bourse Henri Rieben à plusieurs doctorants avancés.

À la faveur du rayonnement de ce patrimoine et de la collaboration entre Jean Monnet et le professeur Henri Rieben qui présida la Fondation jusqu'en 2005, la Fondation est devenue un carrefour européen et un lieu incontournable de rencontre, de débats et de réflexion sur de grands enjeux d'actualité européenne. Elle organise régulièrement des conférences, des dialogues européens et des colloques internationaux, nouant des partenariats avec des institutions de grande renommée. Elle décerne périodiquement sa Médaille d'or à des personnalités politiques de premier plan ayant œuvré à l'intérêt commun des Européens; parmi ses lauréats on compte José Manuel Barroso, Emilio Colombo, Mario Draghi, Valéry Giscard d'Estaing, Jean-Claude Juncker, Helmut Kohl, Romano Prodi, Helmut Schmidt, Martin Schulz, Javier Solana et Herman Van Rompuy. Elle accueille aussi de nombreux visiteurs et des chercheurs qu'elle assiste dans leurs travaux, en plus de contribuer à la formation des étudiants. Grâce à un soutien cantonal vaudois, la Fondation a lancé en 2016 une nouvelle activité comme «laboratoire d'idées» autour du travail d'un groupe d'experts, se penchant actuellement sur des enjeux de la société 4.0.

Une mission éditoriale vient compléter l'éventail de ses activités, avec la collection des Cahiers rouges créée par Henri Rieben en 1957, qui compte à ce jour 219 ouvrages. En 2014, une nouvelle série de publications en libre accès, la Collection débats et documents, a été lancée. Ces publications tendent à valoriser le patrimoine documentaire de la Fondation, ses événements publics, ou encore l'expertise de ses membres et partenaires.

Chaque année se réunit l'assemblée générale du Conseil de la Fondation qui se compose de plus de 600 membres, venus de tous horizons, ainsi que son Comité scientifique. Pat Cox, ancien président du Parlement européen et du Mouvement européen international, préside la Fondation et son Conseil exécutif depuis le 1er janvier 2015. Ses prédécesseurs sont José María Gil-Robles (2009-2014), ancien président du Parlement européen et du Mouvement européen international; Bronisław Geremek (2006-2008), député au Parlement européen et ancien ministre des Affaires étrangères de Pologne; et Henri Rieben (1978-2005), professeur à l'Université de Lausanne. La Fondation est dirigée depuis 2012 par Gilles Grin, docteur en relations internationales, par ailleurs chargé de cours à l'Université de Lausanne.

Numéros déjà parus dans la Collection

2014

Ferry, Jean-Marc. *Les voies de la relance européenne*. Numéro 1, avril 2014, 51 pp.

Grin, Gilles. *Méthode communautaire et fédéralisme: le legs de Jean Monnet à travers ses archives*. Numéro 2, septembre 2014, 27 pp.

2015

Cox, Pat. *De la crise économique à une crise politique dans l'Union européenne?* Numéro 3, septembre 2015, 59 pp.

Cox, Pat. *From Economic Crisis to Political Crisis in the European Union?* Issue 3, September 2015, 55 pp.

Gil-Robles, José María. *L'investiture de la Commission européenne: vers un gouvernement parlementaire pour l'Union européenne*. Numéro 4, décembre 2015, 43 pp.

2016

Dehousse, Renaud. *Quelle union politique en Europe? Entretien réalisé par Hervé Bribosia*. Numéro 5, mai 2016, 51 pp.

Cox, Pat. *Europe after Brexit*. Issue 6, July 2016, 27 pp.

2017

Grin, Gilles. *Shaping Europe: The Path to European Integration according to Jean Monnet*. Issue 7, March 2017, 34 pp.

Martenet, Vincent. *Un pacte pour réformer et refonder l'Union européenne*. Numéro 8, mars 2017, 54 pp.

2018

Cox, Pat; Oliva, Patrick; Kaufmann, Vincent; Lundsgaard-Hansen, Niklaus; Audikana, Ander; Huberts, Leo. *Mobilité durable: un appel aux décideurs européens*. Numéro 9, mars 2018, 37 pp.

Cox, Pat; Oliva, Patrick; Kaufmann, Vincent; Lundsgaard-Hansen, Niklaus; Audikana, Ander; Huberts, Leo. *Sustainable Mobility: An Appeal to European Decision-Makers*. Issue 9, March 2018, 37 pp.

Fontaine, Pascal. *La méthode communautaire: entretien réalisé par Chantal Tauxe*. Numéro 10, novembre 2018, 28 pp.

Cox, Pat. *A European Parliament Election of Consequence*. Issue 11, December 2018, 15 pp.

2019

Mayne, Richard; Hackett, Clifford P. *The Father of Europe: The Life and Times of Jean Monnet*. Issue 12, March 2019, 248 pp.

Cox, Pat. *Brexit: et maintenant?* Numéro 13, juillet 2019, 29 pp.

2020

Grin, Gilles; Nicod, Françoise; Paul, Eva (eds.). *Europe in the World – L'Europe dans le monde*. Issue 14, February 2020, 129 pp.

Preziosa, Pasquale; Velo, Dario. *La défense de l'Europe: la nouvelle défense européenne face aux grands défis européens*. Numéro 15, février 2020, 90 pp.

Paul, Eva; Fanzly, Nathalie; Folcque, Antoine; Federmeier, Mike. *Réinventer les comportements de mobilité. Les villes européennes et la mobilité durable: études de cas*. Numéro 16, mars 2020, 52 pp.

Paul, Eva; Fanzly, Nathalie; Folcque, Antoine; Federmeier, Mike. *Changing Mobility Behaviour. European Cities and Sustainable Mobility: A Study Case*. Issue 16, March 2020, 52 pp.

Zwahlen, Jean. *Multilatéralisme: crises et perspectives*. Numéro 17, juillet 2020, 53 pp.

Grin, Gilles. *Suisse – Europe: une perspective historique*. Numéro 18, septembre 2020, 77 pp.

Nell, Philippe G. *Strategy with China: Swiss Cooperation or U.S. Confrontation? The Successful Swiss Path with a Free Trade Agreement*. Issue 19, September 2020, 191 pp.

2021

- Zwahlen, Jean. *La saga du Brexit: quelques pistes de réflexion pour l'Accord institutionnel entre la Suisse et l'Union européenne*. Numéro 20, avril 2021, 31 pp.
- Grin, Gilles. *Construction européenne: la révolution d'un continent*. Numéro 21, juin 2021, 181 pp.
- Koncewicz, Tomasz Tadeusz. *L'État de droit supranational comme premier principe de l'espace public européen. Une union toujours plus étroite entre les peuples d'Europe mise à l'épreuve?* Numéro 22, octobre 2021, 92 pp.

2022

- Velo, Dario; Velo, Francesco. *Federalism or Centralism. Building the European Policy on Values*. Issue 23, January 2022, 100 pp.
- Grin, Gilles. *European Integration: A Continent in Revolution*. Issue 24, April 2022, 177 pp.
- Schwok, René. *Accord institutionnel: retour sur un échec*. Numéro 25, mai 2022, 66 pp.
- Paul, Eva; Demierre, Pablo (eds). *Smart à tout prix? Défis de la numérisation au temps de la Covid-19*. Numéro 26, septembre 2022, 45 pp.
- Paul, Eva; Demierre, Pablo (eds). *Smart at Any Cost? The Challenges of Digitalisation in the Time of Covid-19*. Issue 26, September 2022, 42 pp.

2023

- Cox, Pat. *EU Enlargement and Ukraine*. Issue 27, March 2023, 18 pp.
- Zwahlen, Jean. *Le multilatéralisme à l'épreuve*. Numéro 28, mai 2023, 53 pp.
- Cox, Pat. *Europe and the Challenges of the Multipolar World – What Place in the New World Order?* Issue 29, July 2023, 12 pp.
- Grin, Gilles. *Train de nuit pour Kyiv*. Numéro 30, octobre 2023, 36 pp.
- Reiterer, Michael. *The European Union in Asia and the Indo-Pacific: international cooperation in the era of great transformation and mounting security challenges*. Issue 31, December 2023, 80 pp.

2024

- Grin, Gilles. *The Swiss and the EU Constitutional Orders Compared*. Issue 32, January 2024, 17 pp.
- Fondation Jean Monnet pour l'Europe. *Deux présidents visitent la Fondation Jean Monnet pour l'Europe: Emmanuel Macron et Alain Berset, 16 novembre 2023*. Numéro 33, février 2024, 59 pp.
- Belot, Robert. *Vladimir Poutine ou la falsification de l'Histoire comme arme de guerre*. Numéro 34, mars 2024, 80 pp.

L'auteur s'adresse ici aux problématiques d'une Europe en proie à un enlèvement bureaucratique et un manque de courage quant à ses priorités. Il s'agit alors de redéfinir ce qui fait l'Europe. Comment en parler et à qui? Pouvons-nous encore être et nous sentir européens aujourd'hui? Richard Werly questionne, provoque aussi, les décideurs et citoyens européens, pour encourager plus d'Europe et continuer à croire au projet européen.

Richard Werly, journaliste et correspondant France-Europe pour le quotidien suisse Blick, est membre du Conseil de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe. Il est Chevalier des Arts et des Lettres, ainsi que lauréat du Prix Jean Dumur 2020.



Cover: alain kissling / atelierk.org
Inner layout: atelier Kinkin / kinkin.ch

Fondation Jean Monnet pour l'Europe
Ferme de Dorigny
CH - 1015 Lausanne
www.jean-monnet.ch

ISSN 2296-7710



9 47722964771001